

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Lyon, le

20 JUIN 2014

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI  
☎ : 04 72 61 37 79  
✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

**ARRETE  
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité  
Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société MULTI SERVICES ENVIRONNEMENT (M.S.E) dans son établissement situé lieu-dit " Le Machet " à DECINES-CHARPIEU et VAULX-EN-VELIN ;

VU le récépissé du 5 février 2014, délivré à la société RACINE concernant la reprise des activités de la société TARVEL Biomasse, elle-même ayant succédé à la société M.S.E ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 12 mai 2014, en application des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 12 mai 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU en date du 5 juin 2014, les observations émises par l'exploitant ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux, réalisée le 30 janvier 2014, a permis à l'inspection des installations classées de faire les constatations suivantes :

- la distance d'implantation de 8 mètres par rapport aux limites de propriété n'est que partiellement respectée en ce qui concerne les aires de compostage (*paragraphe 4.2 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié susvisé*) ;
- le cahier des charges relatif à l'admission des entrants n'est pas établi (*paragraphe 5.2 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié précité*) ;
- des déchets autres que ceux répertoriés sont admis en compostage et le contrôle de non-radioactivité du chargement n'est pas réalisé (*article 3 et paragraphe 5.3 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié déjà visé*) ;
- les émissions odorantes ne sont pas canalisées et ne font pas l'objet d'un traitement spécifique (*paragraphe 9.2 de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié visé précédemment*) ;

.../...

- la caractérisation des sources odorantes à l'émission (suivant la nature des déchets entrants) est insuffisante (*paragraphe 9.4 de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié susvisé*) ;
- le contrôle annuel du débit d'odeur n'a pas été effectué en 2013 ;
- le programme de surveillance renforcé des nuisances olfactives n'a pas été mis en place ;
- le registre des plaintes est incomplet et ne mentionne pas l'heure, les conditions météorologiques, l'interprétation -localisation, identification des opérations critiques, causes et mesures prises- (*paragraphe 9.5 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié précité*) ;

CONSIDERANT au vu de ce qui précède, que la société RACINE ne respecte pas l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié encadrant le fonctionnement de ses installations situées lieu-dit « Le Machet » à DECINES-CHARPIEU et VAULX-EN-VELIN ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient de demander à la société RACINE de se conformer à l'ensemble des prescriptions qui lui ont été imposées par l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié et notamment à celles prévues par les articles 3, 5 et 9 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié cité ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

#### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société RACINE dont les activités sont situées au lieu-dit « Le Machet », sur le territoire des communes de DECINES-CHARPIEU et VAULX-EN-VELIN, est mise en demeure de respecter, *dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté*, les dispositions de l'article 3, du paragraphe 4.2 de l'article 4, des paragraphes 5.2, 5.3 de l'article 5, des paragraphes 9.2, 9.4 et 9.5 de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 juin 2014 ;

**ARTICLE 4 :** Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 5 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de DECINES-CHARPIEU,
- au maire de VAULX-EN-VELIN,
- à l'exploitant.

Lyon, le

20 JUIN 2014

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID